



Troyes, mardi 16 septembre 2025

Des changements, oui, mais avec des moyens humains et sans dégradation des conditions de travail

Suite à l'assemblée générale organisée ce mardi au siège du journal L'Est éclair par l'intersyndicale du journal (SNJ-CGT, Filpac-CGT et SNJ), après que la direction a annoncé, au cœur de l'été et sans concertations préalables, la suppression de trois postes de journaliste à Troyes, nous dénonçons cette méthode qui vise à esquiver les représentants du personnel et du dialogue social.

Nous alertons la direction sur le risque de dégradation des conditions de travail au quotidien liée à cette diminution de la masse salariale, avec des conséquences sur la santé des salariés. Cette décision unilatérale aura également pour conséquence une dégradation de la qualité éditoriale avec un risque de perte d'abonnés et de lecteurs.

Nous demandons à la direction :

- Des réponses précises sur la diminution de la charge de travail à hauteur du nombre de postes supprimés par la direction (sans externalisation du montage des pages).
- Des précisions sur le projet de réorganisation de la rédaction (journalistes sur le terrain, agences, web, desk...).
- Que les représentants du personnel et délégués syndicaux soient consultés et que l'ensemble des salariés soit associé aux réflexions de cette future organisation, pour que l'ensemble des journalistes y trouvent leur place.

- Nous demandons, dans un premier temps, la prolongation des contrats en CDD à la rédaction pour, notamment, remplacer le journaliste dédié à l'agriculture, et le long arrêt maladie et compléter l'équipe web.

- Nous demandons un moratoire sur les exigences de résultats fixés par Rossel, le temps d'absorber le « problème » financier des aides à la presse dédiées à Libération Champagne.

Et pour appuyer nos revendications, l'intersyndicale SNJ, SNJ-CGT et Filpac-CGT de L'Est éclair appelle à

une journée de grève ce jeudi 18 septembre

***et nous invitons les salariés qui le souhaitent à venir manifester
à Troyes, à 14h, place Jean-Jaurès,
en rejoignant la mobilisation nationale intersyndicale.***

Vos délégués syndicaux :
Stéphanie Munier, SNJ
et Vincent Gori, CGT